

La revue internationale et stratégique

Revue trimestrielle
publiée par l'Institut
de relations internationales
et stratégiques (IRIS)

SOMMAIRE

ENTRETIENS

Israël et la France face à la nation

Shmuel TRIGANO

11

Le manifeste d'un juif libre

Théo KLEIN

23

CONTROVERSE

Des privatisations forcées à la démocratie imposée : quels critères d'adhésion à l'Union européenne ?

Catherine SAMARY

29

Quelles frontières « naturelles » pour l'OTAN ?

David G. HAGLUND

37

TENDANCES

Les « droits de la femme » : construction d'un enjeu en relations internationales

Françoise GASPARD

46

Vers une géopolitique systémique

Gérard DUSSOUY

53

La nouvelle posture nucléaire américaine : révolution dans les concepts stratégiques ?

Georges LE GUELTE

67

DOSSIER : RELATIONS INTERNATIONALES. LA TENTATION D'EXISTER

L'état des relations internationales en France

Nadège RAGARU

77

La genèse d'une discipline

Les relations internationales en France : regard sur une discipline

Marie-Claude SMOUTS (entretien)

83

Les relations internationales dans le champ scientifique français ou les pesanteurs d'une lourde hérédité

François CONSTANTIN

90

ENTRETIEN

Israël et la France face à la nation

avec Shmuel Trigano*

PASCAL BONIFACE — *Les événements de ces derniers mois au Proche-Orient ont eu des répercussions importantes en France. On assiste de plus en plus à des agressions antisémites, la « communauté » maghrébine se plaint d'être mal comprise et les Juifs d'être abandonnés. Il y a surtout de moins en moins de débats et de communications possibles, comme si chacun fonctionnait de manière autonome, en produisant des discours destinés à son propre « cercle », avec une absence totale d'ouverture sur l'extérieur.*

SHMUEL TRIGANO — Cette situation exprime peut-être une réalité de fond de type sociologique qui échappe à la volonté des acteurs et des individus. Il y aurait là une sorte de déterminisme qui les submergerait.

L'étincelle qui a déclenché tant de violences en France vient sans doute de la situation au Proche-Orient, mais cette dernière n'aurait pas pu provoquer de tels dégâts, si elle ne s'était pas répandue dans un milieu propice à ce type de dérives.

La société française connaît une difficulté centrale : l'intégration d'une importante immigration. Quoiqu'il soit devenu

l'axe de la politique française depuis vingt ans, ce problème est resté en suspens. On l'a esquivé à travers toutes sortes de faux-semblants. Le « politiquement correct » qui règne en la matière est aussi dangereux pour la société française que pour les immigrés eux-mêmes, dans la mesure où il permet de gérer la situation tout en évitant de se confronter aux difficultés qui la sous-tendent. Les événements du Proche-Orient sont parvenus à cette population de manière extrêmement déformée par le canal des télévisions satellitaires arabes, mais aussi par un discours très fortement idéologisé de la part des médias français en proie à une dichotomie réductrice opposant les bons et les méchants. C'est le discours médiatique qui a entretenu, à mon sens, une telle effervescence.

Une partie de l'opinion musulmane a trouvé en effet dans cette représentation l'occasion de se forger une identité, d'apparaître sur la scène politique française, en trouvant une légitimité dans la tonalité générale du discours public. L'inquiétant est que cette affirmation ait trouvé – pour les éléments les moins « contrôlés » de la « communauté » mu-

* Professeur de sociologie à l'Université Paris X - Nanterre, fondateur du Collège des études juives de l'Alliance israélite universelle et de la revue européenne d'étude et de culture *Pardès*. Président de l'Observatoire du monde juif, Shmuel Trigano est l'auteur de nombreux ouvrages dans le domaine de la philosophie politique, de la spiritualité et de l'histoire. Son dernier livre, *L'ébranlement d'Israël. Philosophie de l'histoire juive*, est paru au Seuil, en 2002.

sulmane – à s'exprimer en s'attaquant à des institutions, des lieux et des personnes que leur apparence rendait immédiatement identifiables au judaïsme. Certains quartiers ont connu, et connaissent encore, une insécurité chronique (des gens sont insultés, agressés ou molestés), et cela contribue à installer un sentiment d'inquiétude, voire de panique, chez ceux qui ont eu l'impression d'avoir été abandonnés par l'État et par la société française. Durant de longs mois les Juifs de France ont subi en effet un vrai choc en constatant non seulement que les médias et les pouvoirs publics ne relayaient pas les violences qu'ils subissaient, mais encore qu'ils étaient stigmatisés par la presse dès lors qu'ils tentaient de le dire.

D'après la police, ceux qui attaquent aujourd'hui les synagogues ou les passants juifs sont les mêmes qui attaquent les bus de la RATP ou les cars de police. Ces agressions – même s'il ne faut pas nier leur caractère antisémite – ne témoignent-elles pas d'un phénomène encore plus général de violence dans la société ?

SHMUEL TRIGANO — Sur le fond, sans aucun doute. Cette situation de violence sort de l'ordinaire, dans la mesure où elle révèle un recul de l'État. Je me demande encore comment la République a pu accepter qu'il y ait 1 500 voitures brûlées tous les ans à Strasbourg... Cet état de fait ne change cependant rien sur le plan de l'expérience des Juifs eux-mêmes. Les Juifs demandent à bénéficier d'autant de sécurité que leurs concitoyens car ils sont victimes d'une insécurité supplémentaire due à leur appartenance. C'est en tant que Juifs qu'ils sont visés. Que les actes d'agression aient été le fait de voyous et de délinquants ne change rien à l'affaire. C'est ce type d'individus qui perpétraient les pogroms du passé. Ils se sentaient alors autorisés

à passer à l'acte car le discours officiel légitimait ce dérapage. C'est ce danger que certains analystes ont cru déceler aujourd'hui dans la conjonction entre un discours médiatique manichéiste et des actes de violence non réprimés sur le terrain.

Prenons l'exemple de cette tentative d'incendie ratée contre une synagogue à Montpellier. La façon dont l'affaire a été classée est significative. La parole du procureur, selon laquelle il se serait agi de « jeunes désœuvrés » et non d'antisémites, est pour le moins stupéfiante. Cela signifie-t-il que, quand on est désœuvré, on va brûler des rouleaux de la Torah ? La question est cruciale. En général, ceux qui accomplissent ces méfaits ne sont pas de grands idéologues. Ils sont mus par des passions où se mêlent le pire et le meilleur, des dimensions à la fois idéologiques et triviales.

L'argument selon lequel les médias, notamment télévisés, semblent toujours « donner tort » à Israël, en diffusant des images de la répression militaire israélienne sans jamais montrer de victimes d'attentats kamikazes, est contesté, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de la « communauté » juive. La répression israélienne s'est-elle vraiment durcie ou est-ce le traitement qui en est fait par les médias qui a changé ? Peut-on vraiment dire que les médias sont pro-palestiniens ? Et par quoi seraient-ils mus si tel était le cas ?

SHMUEL TRIGANO — Je suis hélas obligé de convenir que oui. Les médias dans leur ensemble, presse, radio et télévision confondues, ont manifesté leur engagement en faveur de la cause palestinienne. La chose peut être démontrée, et l'Observatoire du monde juif a apporté des preuves à l'appui de ce jugement¹. Tout un ensemble de procédés rhétoriques ou télévisuels permettent assez facilement de communiquer une

1. Observatoire du monde juif, *Conflit israélo-palestinien : les médias français sont-ils objectifs ?*, « Dossiers et documents », 2002 (78, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris).

information qui, sans être fausse, n'est pas non plus totalement vraie. L'exemple qui vient le plus vite à l'esprit est cette façon de présenter des représailles avant d'informer le public de leur origine : l'agression de l'autre camp. Il est nécessaire de replacer l'accusation générale portée contre Israël dans la perspective des événements qui l'ont précédée, car l'*Intifada* fait suite au rejet, par Yasser Arafat, des propositions d'Ehoud Barak, et des textes reproduisant des prises de position de personnalités palestiniennes attestent que l'*Intifada* a été décidée à ce moment précis, quoi qu'en disent certains journalistes, au mépris des déclarations palestiniennes.

Ne qualifiez-vous pas pourtant ces propositions de « défaitistes » ?

SHMUEL TRIGANO — Je crois qu'elles sont allées extrêmement loin et qu'elles auraient inévitablement provoqué une rupture de la société israélienne, car le symbole même de Jérusalem était en discussion. Or ce symbole a plus de poids que les colonies. C'est un symbole très ancien qui a toujours fédéré l'histoire du monde juif pendant plus de vingt siècles, dans les plus grandes dispersions, et dont la remise en cause aurait eu un impact très grave. J'étais en Israël pendant la négociation de Washington. C'était fascinant de voir la télévision israélienne interviewer sans cesse des hommes politiques palestiniens et autres chefs de milices menaçant Israël des pires exactions si l'accord n'était pas obtenu. La violence était déjà prégnante, et les Israéliens, même de gauche, pourtant favorables à la paix, donnaient l'impression d'être accablés à mesure qu'ils prenaient connaissance d'informations d'autant plus difficiles à interpréter qu'il s'agissait d'une diplomatie secrète. La situation était vraiment alarmante. L'atmosphère, dans la société israélienne, augurait la crise à venir. Le

sentiment était fort que le processus d'Oslo avait été trahi et que les Palestiniens avaient utilisé la chance démocratique qui leur avait été donnée pour se forger une position de force qui leur permettait de frapper Israël par surprise en son cœur. Le processus d'Oslo est un cas unique dans l'histoire des relations internationales où l'on voit un vainqueur remettre au vaincu de très importants gages en lui demandant de bien vouloir... le reconnaître. Dans les milieux de la gauche, en Israël, le sentiment de trahison de la confiance mise dans le partenaire palestinien s'est rapidement répandu.

Vous-même avez été partisan du camp de la paix. Dans votre dernier livre, L'ébranlement d'Israël. Philosophie de l'histoire juive¹, lorsque vous parlez d'un État palestinien, vous ne croyez pas en sa possibilité avant plusieurs décennies. Dans ces conditions, pensez-vous qu'Israël pourra continuer de contrôler ces territoires sans violence et sans État palestinien ?

SHMUEL TRIGANO — Géopolitiquement, l'État palestinien aura du mal à survivre. Il ne pourra jamais absorber les populations qu'il rêve d'intégrer et devra nécessairement s'orienter vers une politique de type irrédentiste, aussi bien à l'est qu'à l'ouest. Tout comme Israël, la Jordanie, dont la population est peut-être la plus « évoluée », socialement, intellectuellement et idéologiquement, du monde arabe, aurait à subir les contrecoups de l'émergence d'un État palestinien. De ce point de vue, l'atmosphère chargée de haine, d'hostilité et de ressentiments risque de devenir explosive. De toute façon, une « grande Palestine » ne survivrait pas : les États alentour auraient vite fait de l'annexer. Les Palestiniens ont besoin d'Israël pour exister face aux nations arabes qui les entourent !

1. Shmuel Trigano, *op. cit.*

Quelle serait alors l'alternative ? Bien sûr, vous n'envisagez pas l'expulsion des Palestiniens, or le maintien de la situation actuelle, quitte à ce qu'elle évolue, ne vous paraît-il pas plus risqué que le pari sur une Palestine indépendante et stabilisée ?

SHMUEL TRIGANO — Doit-on toujours choisir entre deux maux ? Il existe des situations dans lesquelles il n'y a pas de choix, dans lesquelles l'issue que l'on espère trouver risque de se révéler encore plus catastrophique que la difficulté avec laquelle il faut composer. Les deux dernières années ont été violentes. Il faut un processus de sortie de crise qui prendra quelque temps. Une Palestine indépendante pourrait devenir un puissant facteur de troubles dans un pays très étiré (80 km du Jourdain à la mer) où les populations sont imbriquées et où il n'y a pas de frontières naturelles.

N'y a-t-il pas un risque de corruption de l'esprit démocratique d'Israël à maintenir l'occupation de ces territoires ?

SHMUEL TRIGANO — C'est assurément un risque. Israël est aujourd'hui au ban des nations, et ce, de façon totalement injuste, mais c'est une réalité concrète avec laquelle il faut compter. On exige cependant d'Israël des comportements que l'on n'exigerait pas d'un État « normal » (cf. l'accusation de « terrorisme d'État »). Un problème beaucoup plus large se pose ici. Nous sommes en face de deux univers politiques qui ne connaissent pas le même âge de développement national. L'État d'Israël se trouve, pour la plus grande part de sa société, dans un âge postnational, celui de la mondialisation et des sociétés *high-tech*. D'une certaine façon, la société israélienne a dépassé en effet son stade national, et s'inscrit maintenant en grande partie dans l'univers international des échanges. En revanche, la société

palestinienne se situe dans un âge proto-national. Elle n'a pas encore accompli sa révolution nationale, car elle n'a pas créé d'État. Or le stade étatique est un palier capital dans ce processus de construction nationale. La différence de temporalité entre ces deux univers politiques explique qu'ils ne peuvent se rencontrer. Cela se ferait nécessairement au détriment d'Israël. Dans la mesure où il ne nourrit plus de revendications nationales ou nationalistes fortes, contrairement à la société palestinienne qui est encore traversée par de tels courants, il se verrait exposé à des appétits palestiniens puissants.

Prenons, par exemple, l'utopie de Shimon Peres d'un Proche-Orient semblable à une Europe unie. Une telle vision a immédiatement été reçue par le monde arabe comme un stratagème pour étendre l'impérialisme israélien. Israël est sans doute une puissance économique par rapport à beaucoup d'autres États de la région, mais une telle réaction me conforte dans l'idée que le rêve de S. Peres, l'idée d'un Proche-Orient postnational, n'est absolument pas réaliste ni même compréhensible par le monde arabe, qui y décèle une forme insidieuse de domination.

Dans cette perspective, il est assez intéressant de remarquer l'importance de l'idéologie postmoderniste dans la mouvance des nouveaux historiens et des milieux de l'extrême gauche israélienne. Tous utilisent volontiers un mot qui revient souvent : le « narratif ». Ils passent facilement de la thèse des « communautés imaginées », de Benedict Anderson¹, à l'idée que toute communauté est imaginaire, qu'elle ne serait que l'invention d'une narration sans réalité. Ces milieux de la gauche israélienne et d'une partie de l'intelligentsia illustrent typiquement cet état d'esprit postnational. À leurs yeux, la nation israélienne n'est qu'un narratif parmi d'autres, que

1. Benedict Anderson, *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso Editions & NLB, 1983.

